

**Art. 3.** La subvention visée à l'article 1<sup>er</sup>, est attribuée moyennant le respect des conditions suivantes :

1° respecter les dispositions légales et réglementaires en matière de marchés publics, telles que prévues par la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses arrêtés d'exécution des 14 janvier 2013 et 18 avril 2017 ;

2° respecter les conditions et les demandes de rapportage, telles que décrites dans la brochure d'information.

**Art. 4.** La subvention visée à l'article 1<sup>er</sup>, ne peut être utilisée que pour la mise en œuvre du projet tel qu'il est décrit dans le dossier de demande.

La période de mise en œuvre du projet s'étend du 1<sup>er</sup> décembre 2023 au 31 décembre 2025.

Seuls les coûts encourus pendant la période de mise en œuvre de ce projet sont éligibles en tant que coûts remboursables. Les frais encourus après cette date ne peuvent pas être pris en compte comme frais remboursables.

**Art. 5.** La subvention visée à l'article 1<sup>er</sup>, est répartie comme suit :

le montant de la subvention par partenariat peut s'élever jusqu'à 100 000 euros et représente au maximum 80 % des coûts du projet.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 5, est versée sur le numéro de compte du bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- une avance s'élevant à 40 % de la subvention maximale est versée après la signature du présent arrêté ;

- une deuxième tranche de 40 % est versée à mi-parcours du projet et après approbation par Vlaanderen Circulair du rapport de fond intermédiaire ;

- le solde, qui ne peut excéder la différence entre les avances versées et 80 % du total des coûts acceptés, est réglé après la remise et l'approbation par Vlaanderen Circulair d'un rapport final sur la base duquel le règlement définitif est effectué. Le rapport se compose d'une partie de fond et d'une partie financière. Le rapport et les pièces justificatives financières sont soumis au plus tard le 29 février 2026.

§ 2. Le bénéficiaire soumet les documents prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> à Vlaanderen Circulair/OVAM, Stationsstraat 110, 2800 Mechelen. La subvention finale due, avec un plafond tel que visé à l'article 5, sera déterminée sur la base du rapport final soumis et en fonction des dépenses couvertes justifiées, et non par des recettes ou d'autres financements.

**Art. 7.** Le bénéficiaire est tenu de rembourser tout montant payé en trop, sans mise en demeure et sur simple demande de Vlaanderen Circulair/OVAM.

**Art. 8.** Le contrôle de l'utilisation de la subvention sera exercé par Vlaanderen Circulair/OVAM après contrôle des coûts soumis. S'il ressort de ce contrôle que la subvention n'est pas utilisée pour les activités telles que décrites dans le présent arrêté, le bénéficiaire remboursera la partie contestée sur simple demande.

**Art. 9.** Le ministre ayant l'environnement et l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 juillet 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La ministre flamande de la Justice et du Maintien,  
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203569]

#### 23 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi d'une aide relative à un projet stratégique d'internationalisation

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu le rapport du 19 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2022;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, donné le 4 octobre 2022;

Vu l'avis 72.945/2 du Conseil d'État, donné le 20 février 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n°1520 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 4 janvier 2023;

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1<sup>er</sup>. — *Les dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013, toutes les entités contrôlées par la même entité sont considérées comme constituant une entreprise unique;

2° le Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant le commerce extérieur dans ses attributions;

3° l'Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers;

4° le demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

5° le coût admissible : l'ensemble des coûts directement exposés par le demandeur et qui sont susceptibles d'être couverts, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté, ces coûts sont chaque fois pris en considération hors T.V.A. ou autres taxes ou remises éventuelles;

6° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;

7° le projet stratégique d'internationalisation : dans le cadre de la mise en œuvre concrète du projet à l'international, le projet exceptionnel à fortes retombées économiques positives pour l'entreprise et pour l'économie wallonne, en matière d'emploi, d'innovation, de visibilité internationale ou d'investissement en Wallonie;

8° le diagnostic de maturité à l'internationalisation : l'outil digitalisé de segmentation de la clientèle développé par l'Agence en lien avec le Plan de relance de la Wallonie et déterminant la maturité des entreprises wallonnes dans leur démarche d'internationalisation;

9° la stratégie de spécialisation intelligente de la Wallonie : le cadre stratégique pour la politique de recherche et d'innovation et la politique industrielle de la Région wallonne adopté par le Gouvernement wallon par décision du 19 mars 2021, tel qu'éventuellement adapté ultérieurement;

10° la période d'appel : la période fixée par l'Agence durant laquelle le demandeur peut introduire une demande de subvention sur base du présent arrêté;

11° le Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, le contenu intégral de la stratégie de spécialisation intelligente de la Wallonie est disponible sur le site internet de la Région wallonne.

**Art. 2.** La subvention visée par le présent arrêté est une aide spécifique destinée à soutenir le projet stratégique d'internationalisation du demandeur. Elles sont soumises au Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013.

Elle complète les autres dispositifs d'aides prévus par l'Agence.

Chapitre 2. — *Les conditions d'éligibilité du demandeur*

**Art. 3.** Pour être éligible à la subvention, le demandeur :

1° est une entreprise immatriculée avec un statut actif à la Banque Carrefour des Entreprises;

2° dispose d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne;

3° est enregistré avec un statut actif dans la banque de données des entreprises clientes de l'Agence ou y avoir introduit une demande d'enregistrement;

4° est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecter ses obligations fiscales, sociales et environnementales, ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession;

5° dispose d'un projet à l'international, concret et structuré qui, s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisé en Région wallonne ou en termes d'innovation;

6° dispose d'un projet stratégique d'internationalisation qui répond aux conditions de l'article 9;

7° a obtenu un score de minimum cinquante pour cent au diagnostic de maturité à l'internationalisation mené par l'Agence ou répondre aux critères cumulatifs de dérogation audit diagnostic de maturité, conformément aux conditions générales d'accès et de collaboration des entreprises wallonnes disponibles sur le site internet de l'Agence;

8° dispose de fonds propres et de dettes dont la somme à plus d'un an est supérieure à 100.000 euros.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, le demandeur répond aux critères cumulatifs de dérogation lorsque, au jour de l'introduction de sa demande, visée à l'article 18, il :

1° dispose d'un chiffre d'affaires à l'international représentant au minimum trente pour cent de son chiffre d'affaires global durant les trois dernières années;

2° dispose d'un chiffre d'affaires à l'international depuis au moins cinq années;

3° dispose, au sein de son entreprise, d'un responsable ou d'un département dédié aux activités à l'international de l'entreprise;

4° développe des activités commerciales dans minimum trois pays étrangers;

5° dispose d'un effectif de minimum dix équivalent temps plein.

**Art. 4.** Ne sont pas éligibles à la subvention :

- 1° les entreprises débitrices de montants exigibles vis-vis de l'Agence;
- 2° les entreprises en liquidation, en faillite, en cessation d'activités ou en procédure collective d'insolvabilité, y compris la procédure en réorganisation judiciaire, et ce, quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté;
- 3° les groupements d'entreprises, les fédérations ou les chambres de commerce mixtes dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, une compensation ne peut pas avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et la subvention, visée par le présent arrêté.

**Art. 5.** Le demandeur ne peut pas obtenir de subventions, visées par le présent arrêté, s'il ne respecte pas les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013.

Le montant de la subvention sollicitée est réduit à raison du solde disponible du plafond autorisé ou lui est refusé lorsque son octroi conduirait le demandeur à dépasser le plafond de subvention prévu par le Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 ou la norme qui le remplace.

**Art. 6.** La subvention n'est pas accordée si le demandeur envisage de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger, devant entraîner une réduction ou une cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur maintient ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter du paiement de la subvention, visée par le présent arrêté.

**Art. 7.** Le demandeur bénéficie une seule fois de la subvention, visée par le présent arrêté au cours de la même période d'appel à projet.

### Chapitre 3. — *Le projet éligible, le montant et les coûts admissibles*

**Art. 8.** Dans les limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence et sur la base d'un appel à projet, une subvention peut être accordée aux demandeurs qui remplissent les conditions du présent arrêté afin de couvrir en partie les coûts associés à la conception et à la réalisation de leur projet stratégique d'internationalisation.

**Art. 9.** Pour être éligible à la subvention, visée par le présent arrêté, le projet stratégique d'internationalisation du demandeur :

1° est concret, structuré, dispose d'un degré de faisabilité raisonnable et, s'il aboutit, génère de fortes retombées économiques positives pour l'entreprise du demandeur et pour l'économie wallonne;

2° porte sur l'un des éléments suivants :

- a) la conclusion d'un contrat exceptionnel dans le chef du demandeur;
- b) la conclusion d'un nouveau partenariat commercial ou technologique avec une entreprise étrangère;
- c) le lancement d'un modèle commercial à l'export innovant;
- d) une diversification des sources d'approvisionnement en réaction aux crises successives;
- e) le renforcement de l'image de l'entreprise et de la visibilité de la Wallonie à l'étranger;

3° est conforme aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a), un contrat est qualifié d'exceptionnel lorsqu'il répond aux deux conditions cumulatives suivantes :

- 1° il constitue une référence pour l'entreprise du demandeur ou porte sur un projet de haute valeur technique;
- 2° il favorise l'emploi en Région wallonne.

L'Agence rejette le projet qui ne répond pas aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 10.** La subvention, visée par le présent arrêté, couvre quatre-vingts pour cent des coûts admissibles exposés dans le cadre de la conception et de la réalisation du projet stratégique d'internationalisation.

Le montant de la subvention, visée par le présent arrêté, ne dépasse pas le plafond de 80.000 euros par entreprise et par projet.

**Art. 11.** Les coûts admissibles sont tous les coûts :

- 1° de consultance;
- 2° d'acquisition d'études de marchés étrangers, en ce-compris les tests marketing de produits ou de services;
- 3° de conseils ou de formations réalisées par des prestataires externes portant sur des matières juridiques, réglementaires ou fiscales;
- 4° de première certification et d'enregistrement de produits pour les pays dans ou hors Union Européenne;
- 5° de dépôt de marque pour les pays dans ou hors Union Européenne;
- 6° d'étiquetage, de marquage et de mise aux normes de produits pour les marchés hors Belgique;
- 7° de frais d'études exceptionnelles non facturées au client, liées à la conception ou à la réalisation du projet, qu'elles soient réalisées par des prestataires externes ou, par dérogation à l'article 13, alinéa 2, 2°, par des salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise;
- 8° de sessions de formation offertes par l'entreprise wallonne dans le contrat de vente de son produit ou service en vue d'une utilisation optimale;
- 9° des études de faisabilité préalables à la création d'une joint-venture;
- 10° de préparation d'un projet pilote ou d'élaboration d'un prototype;
- 11° de visites de salons à l'étranger pour rencontrer les donneurs d'ordre ou les partenaires;

12° dans le cadre d'activités de prospection, de déplacements à l'étranger, d'invitations et d'organisation de visites sur sites à l'étranger et en Belgique.

**Art. 12.** Lorsque le projet stratégique d'internationalisation porte sur le lancement d'un nouveau produit ou l'approche d'un nouveau marché à l'étranger, les coûts admissibles sont également tous les coûts :

- 1° d'acquisition de bases de données clients et de listes d'adresses électroniques étrangères;
- 2° de réalisation et d'envoi de courriels par un spécialiste de marketing sur internet;
- 3° d'acquisition de crédits d'envoi de courriels;
- 4° de prestations de centres d'appels pour des appels à l'étranger;
- 5° de réalisation de webinaires destinés à un public étranger par un spécialiste du marketing sur internet;
- 6° d'analyse de données recueillies lors des actions de lancement du nouveau produit ou de l'approche du nouveau marché afin d'ajuster la campagne en cours;
- 7° de référencement international sur les moteurs de recherche par un spécialiste du marketing sur internet;
- 8° d'acquisition de publicités et de référencements internationaux sur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux et des plateformes en ligne;
- 9° de prestations d'influenceurs en ligne ou de leaders d'opinion pour la promotion des produits ou services du demandeur;
- 10° de réalisation d'une campagne de presse à l'étranger;
- 11° de communiqués de presse et d'insertion d'articles dans la presse étrangère;
- 12° d'envoi d'échantillons, de matériel de démonstration et de matériel de référence.

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, on entend par :

- 1° l'influenceur en ligne : la personne physique ou morale capable d'influencer le comportement des consommateurs grâce à sa position, son statut ou sa notoriété sur internet;
- 2° le leader d'opinion : la personne physique ou morale qui, par sa notoriété, son activité sociale ou professionnelle, est susceptible d'influencer les opinions ou les actions d'un grand nombre d'individus.

**Art. 13.** L'Agence rejette tous les coûts qui ne sont pas liés à la conception ou à la réalisation du projet stratégique d'internationalisation du demandeur.

En outre, ne sont pas des coûts admissibles, même lorsqu'ils sont liés à la conception ou à la réalisation du projet stratégique d'internationalisation du demandeur :

- 1° la taxe sur la valeur ajoutée;
- 2° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise;
- 3° la rémunération de produits ou de services que le demandeur vend à ses propres clients;
- 4° des coûts facturés par des fournisseurs ou des prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur;
- 5° des dépenses de fonctionnement normales et récurrentes du demandeur;
- 6° des dépenses payées en espèces ou par la compensation résultant de la fourniture de biens ou des services;
- 7° des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers;
- 8° des dépenses ayant un caractère somptuaire;
- 9° les coûts directement liés aux quantités exportées;
- 10° les coûts liés à la mise en place et au fonctionnement d'un réseau de distribution à l'étranger ou d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation;
- 11° les coûts pour lesquels le demandeur envisage de solliciter, sollicite, ou a obtenu des subventions ou des financements auprès de l'Agence ou de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics;
- 12° les coûts exposés avant la date d'introduction de la demande de subvention, visée par le présent arrêté.

Chapitre 4. — *Les critères de sélection des projets, la composition et le rôle du comité de sélection*

**Art. 14.** Les critères de sélection des projets stratégiques d'internationalisation sont :

- 1° le degré de faisabilité du projet et la capacité technique et financière de l'entreprise à le mener à bien, en particulier l'existence d'opportunités commerciales crédibles sur le marché-cible envisagé dans le projet;
- 2° l'importance des retombées économiques positives pour l'entreprise et pour l'économie wallonne en matière d'emploi, d'innovation, de visibilité internationale et d'investissement en Région wallonne;
- 3° le degré d'alignement du projet sur les cinq domaines d'innovation stratégiques définis dans la stratégie de spécialisation intelligente de la Wallonie;
- 4° le caractère innovant du projet;
- 5° la qualité du projet et sa pertinence par rapport aux besoins de l'entreprise et aux besoins économiques de la Région wallonne;
- 6° l'inscription du projet dans une optique de contribution au développement durable, notamment au regard des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Chaque critère a la même pondération dans la définition du score des projets analysés.

Seuls les projets ayant atteint une note supérieure à 50 seront retenus.

**Art. 15.** L'examen des projets stratégiques d'internationalisation des demandeurs au regard des critères de sélection est réalisé par un comité de sélection.

La composition du comité de sélection est déterminée préalablement à l'ouverture de chaque période d'appel.

Chaque comité de sélection est composé :

1° d'un représentant du Ministre;

2° d'un représentant de l'Agence;

3° d'un ou plusieurs représentants :

a) du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

b) de Wallonie Entreprendre;

c) des Pôles de compétitivité wallons;

d) du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;

e) de tout autre organisme wallon en charge de l'accompagnement des entreprises désigné par le Ministre de l'Economie.

Préalablement à l'ouverture de chaque période d'appel, les responsables des organismes et entités mentionnés à l'alinéa 2, 3°, sont invités par l'Agence, par courrier postal ou électronique, à désigner un représentant dans le comité de sélection. La participation de ces organismes et entités au comité de sélection n'est pas obligatoire.

Le comité de sélection est valablement constitué dès lors qu'il comporte un minimum de cinq membres, dont le représentant du Ministre et le représentant de l'Agence.

Lors de l'ouverture de chaque période d'appel, l'Agence publie la composition précise du comité de sélection sur son site internet.

**Art. 16.** Le comité de sélection rend un avis motivé sur l'évaluation et le classement des projets introduits lors d'une même période d'appel sur base des critères de sélection, visés à l'article 14.

#### Chapitre 5. — *La procédure d'octroi*

##### Section 1<sup>ère</sup>. — *L'introduction des demandes*

**Art. 17.** L'Agence détermine la date d'ouverture et la durée de la période d'appel. En fonction des crédits inscrits à son budget pour les subventions visées par le présent arrêté, l'Agence peut décider d'ouvrir plusieurs périodes d'appel.

**Art. 18.** Le demandeur introduit sa demande de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 ainsi que le présent arrêté.

Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents, visés à l'article 29.

**Art. 19.** Le demandeur joint à sa demande de subvention :

1° une description de son projet à l'international;

2° une description de son projet stratégique d'internationalisation, accompagnée d'un plan de mise en œuvre et d'une estimation des coûts;

3° les derniers bilans et comptes de résultats si ceux-ci ne sont pas publiés officiellement;

4° tout document qu'il juge utile pour étayer sa demande.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la description du projet stratégique d'internationalisation contient tous les éléments permettant d'évaluer la qualité du projet au regard des critères de sélection établis à l'article 14.

**Art. 20.** La demande est considérée comme valablement introduite lorsque le demandeur reçoit un accusé de réception de son formulaire électronique de demande mentionnant un numéro de dossier.

##### Section 2. - *L'examen des demandes, la procédure de sélection et la décision d'octroi*

**Art. 21.** L'Agence réceptionne les demandes de subvention.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte pas les conditions d'éligibilité.

Dans les autres cas, l'Agence transmet la demande au comité de sélection.

**Art. 22.** Le comité de sélection examine chaque demande qui lui est transmise au regard des critères de sélection, visés à l'article 14 et peut inviter le demandeur, par l'intermédiaire de l'Agence, à lui fournir tout complément d'information qu'il juge utile.

**Art. 23.** Au terme de l'examen des demandes réceptionnées et sur délibération de ses membres, le comité de sélection opère une proposition de classement des projets stratégiques d'internationalisation des demandeurs sur base des critères de sélection, mentionnés à l'article 14.

Le comité de sélection propose une note à chaque projet sur base d'un consensus. En cas d'égalité de classement, le comité de sélection départage les projets sur base du score le plus élevé pour le critère, visé à l'article 14, 2°, et si encore pertinent, sur base du critère, visé à l'article 14, 3°.

**Art. 24.** La proposition de classement des projets stratégiques d'internationalisation établie par le comité de sélection, accompagné d'un avis motivé sur le classement opéré, est soumis, par l'intermédiaire de l'Agence, au Ministre. Le Ministre n'est toutefois pas lié par cette proposition.

Le Ministre accepte la proposition, la rejette ou l'amende.

Le Ministre peut déléguer la compétence, visée à l'alinéa 2.

**Art. 25.** Dans le respect des limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence, le Ministre adopte les décisions d'octroi de subvention, qui fixent, chacun, le montant maximum accordé respectivement aux demandeurs concernés, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

Le Ministre peut déléguer la compétence, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 26.** L'Agence assure le suivi des décisions du Ministre, et les notifie aux demandeurs.

*Section 3. — Le versement de la subvention et les délais de forclusion*

**Art. 27.** Après notification de la décision d'octroi, le demandeur transmet une déclaration de créance selon le modèle disponible sur le site de l'Agence.

L'Agence verse une avance d'un montant équivalent à septante-cinq pour cent du montant maximum de la subvention octroyée au demandeur sur base de sa déclaration de créance.

**Art. 28.** Le projet stratégique d'internationalisation subventionné est totalement achevé au plus tard deux ans après la date de notification par l'Agence de la décision d'octroi de la subvention.

**Art. 29.** Dès la réalisation complète du projet stratégique d'internationalisation et au plus tard trois mois à dater de l'échéance du délai de deux ans, visé à l'article 28, le demandeur transmet à l'Agence, par voie électronique :

1° un rapport commercial sur la réalisation et les retombées économiques positives du projet stratégique d'internationalisation sur son entreprise et sur l'économie wallonne;

2° le décompte des coûts admissibles engagés;

3° une déclaration de créance pour le paiement du solde de la subvention.

Le rapport commercial relatif à la réalisation et les retombées du projet stratégique d'internationalisation et la déclaration de créance, mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, sont établis conformément aux modèles mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

L'Agence verse au demandeur le solde de la subvention après réception des documents, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sur base de sa déclaration de créance, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Le montant du solde de la subvention est calculé sur base du décompte des coûts admissibles engagés, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, après déduction de l'avance déjà versée au demandeur en application de l'article 27, alinéa 2.

*Chapitre 6. — Le contrôle et le remboursement de la subvention*

**Art. 30.** L'Agence peut procéder, à tout moment, à un contrôle des conditions d'octroi de la subvention ou du rapport commercial, visé à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et inviter le demandeur à lui fournir dans un délai d'un mois :

1° les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité;

2° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur comme donneur d'ordre;

3° tout autre document demandé par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse une notification par voie électronique au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non et si toutes les conditions d'octroi de la subvention prévues par le présent arrêté ont été respectées.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé par voie électronique. Un second rappel peut être adressé au demandeur.

**Art. 31.** Si le demandeur n'a donné aucune suite aux deux rappels éventuels, visés à l'article 30, ou si les documents qu'il a transmis à l'Agence ne sont pas probants, il s'engage purement et simplement à rembourser tout ou partie de la subvention concernée.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. A défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

**Art. 32.** Conformément aux dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, et leurs arrêtés d'exécution, le demandeur qui a perçu une subvention en application du présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

1° ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention;

2° n'a pas transmis les documents, visés à l'article 30, dans le temps imparti;

3° ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement de la subvention;

4° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;

5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention reçue qui dépasse le montant justifié par les pièces justificatives admises.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations, visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est privé de toute nouvelle subvention de l'Agence et est exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut pas solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

Chapitre 7. — *Disposition finale*

**Art. 33.** Le Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 23 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/203569]

**23. MÄRZ 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Beihilfe in Bezug auf ein strategisches Internationalisierungsprojekt**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund des Berichts vom 19. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 19. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 4. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des am 20. Februar 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.945/2;

In Erwägung der am 4. Januar 2023 abgegebenen Stellungnahme 1Nr. 520 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

Kapitel 1. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass laut der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden;

2° der Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

3° die Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen;

4° der Antragsteller: das Unternehmen, das einen Zuschussantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

5° beihilfefähige Kosten: die gesamten Kosten, die dem Antragsteller unmittelbar entstehen und die ganz oder teilweise durch einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschuss gedeckt werden können, wobei diese Kosten jeweils ohne Mehrwertsteuer oder sonstige Steuern oder eventuelle Nachlässe zu berücksichtigen sind;

6° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

7° das strategische Internationalisierungsprojekt: im Rahmen der konkreten Umsetzung des Projekts auf internationaler Ebene, das außergewöhnliche Projekt mit starken positiven wirtschaftlichen Auswirkungen für das Unternehmen und die wallonische Wirtschaft im Bereich der Beschäftigung, der Innovation, der internationalen Sichtbarkeit oder der Investitionen in der Wallonie;

8° die Diagnose der Reife für die Internationalisierung: das digitalisierte Instrument zur Kundensegmentierung, das von der Agentur in Verbindung mit dem wallonischen Wiederaufbauplan entwickelt wurde und die Reife der wallonischen Unternehmen in ihrem Internationalisierungsprozess bestimmt;

9° die Strategie für eine intelligente Spezialisierung der Wallonie: der strategische Rahmen für die Forschungs- und Innovationspolitik und die Industriepolitik der wallonischen Region, der von der Wallonischen Regierung durch Beschluss vom 19. März 2021 angenommen wurde, in der gegebenenfalls später angepassten Fassung;

10° Abrufzeitraum: der von der Agentur bestimmte Zeitraum, im Laufe dessen der Antragsteller einen Zuschussantrag auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses einreichen kann;

6° Verordnung (EG) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de minimis-Beihilfen.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 9 ist der vollständige Inhalt der Strategie für eine intelligente Spezialisierung der Wallonie auf der Website der wallonischen Region verfügbar.

**Art. 2.** Der in dem vorliegenden Erlass genannte Zuschuss ist eine spezifische Beihilfe zur Unterstützung des strategischen Internationalisierungsprojekts des Antragstellers. Er unterliegt den Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013.

Er ergänzt die anderen von der Agentur vorgesehenen Beihilfemechanismen.

*Kapitel 2. — Die Voraussetzungen für die Beihilfefähigkeit des Antragstellers*

**Art. 3.** Um zuschussfähig zu sein, muss der Antragsteller folgende Bedingungen erfüllen:

1° ein Unternehmen sein, das mit einem aktiven Status bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;

2° über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügen;

3° in der Datenbank der Kundenunternehmen der Agentur mit einem aktiven Status registriert sein, oder dort einen Registrierungsantrag eingereicht haben;

4° den gesetzlichen Bestimmungen genügen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, und die steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie die berufsethischen Regeln oder die Geschäftsordnung seines Berufs beachten;

5° ein konkretes und strukturiertes internationales Projekt haben, das, wenn es zustande kommt, einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft generiert, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation;

6° über ein strategisches Internationalisierungsprojekt verfügen, das die Bedingungen des Artikels 9 erfüllt;

7° eine Punktzahl von mindestens fünfzig Prozent bei der von der Agentur durchgeführten Diagnose der Reife für die Internationalisierung erzielt haben oder die kumulativen Kriterien für eine Ausnahme von der Diagnose der Reife gemäß den allgemeinen Zugangs- und Zusammenarbeitsbedingungen für wallonische Unternehmen erfüllen, die auf der Website der Agentur abrufbar sind;

8° über Eigenkapital und Schulden verfügen, deren Summe mit einer Laufzeit von mehr als einem Jahr mehr als 100.000 EUR beträgt.

In Absatz 1 Ziffer 2 versteht man unter Betriebssitz jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

In Absatz 1 Ziffer 7 erfüllt der Antragsteller die kumulativen Kriterien für eine Ausnahme, wenn er am Tag der Einreichung seines Antrags gemäß Artikel 18:

1° über einen internationalen Umsatz verfügt, der in den letzten drei Jahren mindestens dreißig Prozent seines Gesamtumsatzes ausmachte;

2° seit mindestens fünf Jahren über einen internationalen Umsatz verfügt;

3° innerhalb seines Unternehmens über einen Verantwortlichen oder eine Abteilung verfügt, der bzw. die sich mit den internationalen Aktivitäten des Unternehmens widmet;

4° Geschäftstätigkeiten in mindestens drei anderen Ländern entwickelt;

5° eine Belegschaft von mindestens zehn Vollzeitäquivalenten hat.

**Art. 4.** Nicht zuschussfähig sind:

1° Unternehmen, die der Agentur fällige Beträge schulden;

2° Unternehmen, die in die Liquidation, den Konkurs, die Einstellung der Tätigkeit oder in ein Gesamtinsolvenzverfahren, einschließlich eines gerichtlichen Sanierungsverfahrens, gehen, und zwar unabhängig von der Phase des Verfahrens zur Gewährung von Zuschüssen aus dem vorliegenden Erlass;

3° Unternehmensgemeinschaften, Verbände oder gemischte Handelskammern, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

Gemäß Absatz 1 Ziffer 1 kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und dem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

**Art. 5.** Dem Antragsteller, der die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 festgelegten Bedingungen nicht erfüllt, können keine Zuschüsse gewährt werden.

Der Betrag des beantragten Zuschusses wird im Verhältnis zum verfügbaren Saldo des zugelassenen Höchstbetrags reduziert oder abgelehnt, wenn dessen Gewährung den Antragsteller dazu führen würde, den in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 oder in der Norm, die sie ersetzt, vorgesehenen Höchstbetrag des Zuschusses zu überschreiten.



**Art. 6.** Der Zuschuss wird nicht gewährt, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland plant, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller erhält seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region während einer Dauer von drei Jahren nach Auszahlung des im vorliegenden Erlass genannten Zuschusses aufrecht.

**Art. 7.** Dem Antragsteller wird der in dem vorliegenden Erlass genannte Zuschuss innerhalb desselben Abrufzeitraums nur ein einziges Mal gewährt.

Kapitel 3. — *Das zuschussfähige Projekt, der Betrag und die beihilfefähigen Kosten*

**Art. 8.** Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Agentur gebundenen Mittel und auf der Grundlage einer Aufforderung zur Einreichung von Projektvorschlägen kann Antragstellern, die die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen, ein Zuschuss gewährt werden, um die mit der Planung und Umsetzung ihres strategischen Internationalisierungsprojekts verbundenen Kosten teilweise zu decken.

**Art. 9.** Um für den Zuschuss gemäß dem vorliegenden Erlass in Frage zu kommen, muss das strategische Internationalisierungsprojekt des Antragstellers:

1° konkret und strukturiert ist, über einen angemessenen Grad an Durchführbarkeit verfügt und, falls es erfolgreich ist, starke positive wirtschaftliche Auswirkungen für das Unternehmen des Antragstellers und für die wallonische Wirtschaft erzeugt;

2° sich auf eines der folgenden Elemente bezieht:

- a) den Abschluss eines außergewöhnlichen Vertrags für den Antragsteller;
- b) den Abschluss einer neuen Handels- oder Technologiepartnerschaft mit einem ausländischen Unternehmen;
- c) die Einführung eines innovativen Exportgeschäftsmodells;
- d) eine Diversifizierung der Versorgungsquellen als Reaktion auf aufeinanderfolgende Krisen;
- e) die Stärkung des Images des Unternehmens und der Sichtbarkeit der Wallonie im Ausland;

3° den nationalen und internationalen Normen entsprechen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe a) wird ein Vertrag als außergewöhnlich eingestuft, wenn er die beiden folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt:

1° er stellt eine Referenz für das Unternehmen des Antragstellers dar oder bezieht sich auf ein Projekt von hohem technischen Wert;

2° er fördert die Beschäftigung in der wallonischen Region.

Die Agentur lehnt das Projekt ab, wenn es die Bedingungen von Absatz 1 nicht erfüllt.

**Art. 10.** Der Zuschuss, auf den sich der vorliegende Erlass bezieht, deckt 80 Prozent der beihilfefähigen Kosten ab, die im Rahmen der Planung und Umsetzung des strategischen Internationalisierungsprojekts entstehen.

Die Höhe des Zuschusses, auf den sich der vorliegende Erlass bezieht, übersteigt nicht die Obergrenze von 80.000 Euro pro Unternehmen und Projekt.

**Art. 11.** Beihilfefähige Kosten sind alle Kosten für:

- 1° Beratung;
- 2° Erwerb von Studien über ausländische Märkte, einschließlich Marketingtests für Produkte oder Dienstleistungen;
- 3° Beratung oder Schulung durch externe Dienstleister in rechtlichen, regulatorischen oder steuerlichen Fragen;
- 4° Erstzertifizierung und Registrierung von Produkten für Länder innerhalb und außerhalb der Europäischen Union;
- 5° für die Anmeldung von Marken für Länder innerhalb und außerhalb der Europäischen Union;
- 6° für die Kennzeichnung und die Markierung von Produkten sowie deren Anpassung an die Normen für Märkte außerhalb Belgiens;
- 7° Kosten für außergewöhnliche, dem Kunden nicht in Rechnung gestellte Studien im Zusammenhang mit der Planung oder Durchführung des Projekts, unabhängig davon, ob diese von externen Dienstleistern oder, abweichend von Artikel 13 Absatz 2 Ziffer 2 von Angestellten des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens durchgeführt werden;
- 8° Schulungsveranstaltungen, die das wallonische Unternehmen im Rahmen des Kaufvertrags für sein Produkt oder seine Dienstleistung im Hinblick auf eine optimale Nutzung anbietet;
- 9° Machbarkeitsstudien vor der Gründung eines Joint Ventures;
- 10° die Vorbereitung eines Pilotprojekts oder der Entwicklung eines Prototyps;
- 11° Messebesuche im Ausland, um Auftraggeber oder Partner zu treffen;
- 12° Ausgaben im Rahmen von Prospektionsaktivitäten, Auslandsreisen, Einladungen und der Organisation von Besuchen vor Ort im Ausland und in Belgien.

**Art. 12.** Wenn sich das strategische Internationalisierungsprojekt auf die Einführung eines neuen Produkts oder die Erschließung eines neuen Marktes im Ausland beziehen, sind die beihilfefähigen Kosten auch alle Kosten für:

- 1° den Erwerb von Datenbanken über Kunden und Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;
- 2° die Erstellung und den Versand von E-Mails durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 3° den Erwerb von Guthaben für den E-Mail-Versand;
- 4° Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;
- 5° die Durchführung von Webinaren für ein ausländisches Publikum durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

6° die Analyse von Daten, die bei Aktionen zur Einführung eines neuen Produkts oder bei der Annäherung an einen neuen Markt gesammelt wurden, um die laufende Kampagne anzupassen;

7° die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

8° den Erwerb von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen, sozialen Netzwerken und Online-Plattformen;

9° Leistungen von Online-Influencern oder Meinungsführern zur Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers.

10° die Durchführung einer Pressekampagne im Ausland;

11° Pressemitteilungen und das Einfügen von Artikeln in die ausländische Presse;

12° die Versendung von Proben, Demonstrationsmaterial und Referenzmaterial.

In Absatz 1 Ziffer 9 ist zu verstehen als:

1° der Online-Influencer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihrer Position, ihres Status oder ihres Bekanntheitsgrades im Internet das Verhalten der Verbraucher beeinflussen kann;

2° der Meinungsführer: die natürliche oder juristische Person, die aufgrund ihres Bekanntheitsgrades, ihrer sozialen oder beruflichen Tätigkeit die Meinungen oder Handlungen einer großen Anzahl von Personen beeinflussen kann;

**Art. 13.** Die Agentur lehnt alle Kosten ab, die nicht mit der Planung oder Durchführung des strategischen Internationalisierungsprojekts des Antragstellers in Zusammenhang stehen.

Darüber hinaus folgende Kosten, auch wenn sie mit der Planung oder Umsetzung des strategischen Internationalisierungsprojekts des Antragstellers in Zusammenhang stehen, nicht beihilfefähig:

1° die Mehrwertsteuer;

2° die Vergütung für Dienstleistungen, die von den Angestellten des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden;

3° die Vergütung für Produkte oder Dienstleistungen, die der Antragsteller seinen eigenen Kunden verkauft;

4° Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen;

5° übliche und regelmäßige Betriebsausgaben des Antragstellers;

6° Ausgaben, die in bar oder mittels Ausgleich durch die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen getätigt werden;

7° Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;

8° Ausgaben mit luxuriösem Charakter;

9° Kosten, die direkt mit den ausgeführten Mengen zusammenhängen;

10° Kosten im Zusammenhang mit der Errichtung und dem Betrieb eines Vertriebsnetzes im Ausland oder andere laufende Ausgaben im Zusammenhang mit der Exporttätigkeit;

11° Kosten, für welche der Antragsteller Zuschüsse oder Finanzierungen bei der Agentur oder jeder anderen öffentlichen Anstalt, Einrichtung oder Behörde zu beantragen erwägt, beantragt oder erhalten hat;

12° Kosten, die vor dem Datum der Einreichung des Zuschussantrags im Sinne des vorliegenden Erlasses angefallen sind.

*Kapitel 4. — Die Kriterien für die Projektauswahl, die Zusammensetzung und die Rolle des Auswahlausschusses*

**Art. 14.** Die Kriterien für die Auswahl von strategischen Internationalisierungsprojekten sind folgende:

1° der Grad der Durchführbarkeit des Projekts und die technische und finanzielle Fähigkeit des Unternehmens, das Projekt erfolgreich durchzuführen, insbesondere die Existenz glaubwürdiger Geschäftsmöglichkeiten auf dem im Projekt vorgesehenen Zielmarkt;

2° die Bedeutung der positiven wirtschaftlichen Auswirkungen für das Unternehmen und für die wallonische Wirtschaft in Bezug auf Beschäftigung, Innovation, internationale Sichtbarkeit und Investitionen in der wallonischen Region;

3° der Grad der Ausrichtung des Projekts auf die fünf strategischen Innovationsbereiche, die in der die Strategie für eine intelligente Spezialisierung der Wallonie definiert sind;

4° der innovative Charakter des Projekts;

5° die Qualität des Projekts und seine Relevanz für die Bedürfnisse des Unternehmens und die wirtschaftlichen Bedürfnisse der wallonischen Region;

6° die Einbettung des Projekts in einen Beitrag zur nachhaltigen Entwicklung, insbesondere im Hinblick auf die Kriterien Umwelt, Soziales und Governance.

Jedes Kriterium hat die gleiche Gewichtung bei der Festlegung der Punktzahl der analysierten Projekte.

Nur Projekte, die eine Punktzahl von über 50

erreicht haben, werden berücksichtigt.

**Art. 15.** Die Prüfung der strategischen Internationalisierungsprojekte der Antragsteller anhand der Auswahlkriterien wird von einem Auswahlausschuss vorgenommen.

Die Zusammensetzung des Auswahlausschusses wird vor der Eröffnung jedes Abrufzeitraums festgelegt.

Jeder Auswahlausschuss besteht aus:

1° einem Vertreter des Ministers;

2° einem Vertreter der Agentur;

3° einem oder mehreren Vertretern:

a) des Öffentlichen Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

b) von "Wallonie Entreprendre";

c) der wallonischen Wettbewerbspole;

d) des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

e) jeder anderen wallonischen Organisation, die mit der Begleitung von Unternehmen betraut ist und vom Minister für Wirtschaft bezeichnet wird.

Vor Beginn jedes Abrufzeitraums werden die Verantwortlichen der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten Einrichtungen und Stellen von der Agentur per Post oder E-Mail aufgefordert, einen Vertreter für den Auswahlausschuss zu benennen. Die Teilnahme dieser Einrichtungen und Stellen am Auswahlausschuss ist nicht obligatorisch.

Der Auswahlausschuss ist gültig zusammengesetzt, wenn er mindestens fünf Mitglieder umfasst, darunter den Vertreter des Ministers und den Vertreter der Agentur.

Bei Beginn jedes Abrufzeitraums veröffentlicht die Agentur die genaue Zusammensetzung des Auswahlausschusses auf ihrer Website.

**Art. 16.** Der Auswahlausschuss gibt auf der Grundlage der in Artikel 14 genannten Auswahlkriterien eine begründete Stellungnahme zur Bewertung und Einstufung der Projekte ab, die innerhalb desselben Abrufzeitraums eingereicht wurden.

#### Kapitel 5. — *Gewährungsverfahren*

##### *Abschnitt 1. — Einreichung der Anträge*

**Art. 17.** Die Agentur bestimmt, wann der Abrufzeitraum beginnt, und wie lange er dauert. Je nach den in ihrem Haushaltsplan eingetragenen Mitteln für Zuschüsse im Sinne des vorliegenden Erlasses kann die Agentur beschließen, mehrere Abrufzeiträume zu eröffnen.

**Art. 18.** Der Antragsteller reicht seinen Zuschussantrag ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt, dass er die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vom 18. Dezember 2013 sowie den vorliegenden Erlass einhält.

Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 29 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

**Art. 19.** Der Antragsteller fügt seinem Zuschussantrag Folgendes bei:

1° eine Beschreibung seines Projekts auf internationaler Ebene;

2° eine Beschreibung seines strategischen Internationalisierungsprojekts, zusammen mit einem Umsetzungsplan und einer Kostenschätzung;

3° die letzten Bilanzen und Gewinn- und Verlustrechnungen, falls diese nicht offiziell veröffentlicht werden;

4° alle Dokumente, die er zur Bekräftigung seines Antrags für zweckdienlich hält.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 enthält die Beschreibung des strategischen Internationalisierungsprojekts alle Elemente, die es ermöglichen, die Qualität des Projekts im Hinblick auf die in Artikel 14 festgelegten Auswahlkriterien zu bewerten.

**Art. 20.** Der Antrag gilt als gültig eingereicht, wenn der Antragsteller eine Empfangsbestätigung für sein elektronisches Antragsformular erhält, in der ein Aktenzeichen angegeben ist.

##### *Abschnitt 2. — Prüfung der Anträge, Auswahlverfahren und Entscheidung über die Gewährung*

**Art. 21.** Die Agentur nimmt Zuschussanträge entgegen.

Die Agentur lehnt jeden Antrag ab, der die Bedingungen für die Beihilfefähigkeit nicht erfüllt.

In allen anderen Fällen leitet die Agentur den Antrag an den Auswahlausschuss weiter.

**Art. 22.** Der Auswahlausschuss prüft jeden ihm übermittelten Antrag anhand der in Artikel 14 genannten Auswahlkriterien und kann den Antragsteller über die Agentur auffordern, ihm alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die er für zweckdienlich hält.

**Art. 23.** Nach der Prüfung der eingegangenen Anträge und nach Beratung durch seine Mitglieder schlägt der Auswahlausschuss eine Einstufung der strategischen Internationalisierungsprojekte der Antragsteller auf der Grundlage der in Artikel 14 genannten Auswahlkriterien vor.

Der Auswahlausschuss schlägt einvernehmlich eine Bewertung für jedes Projekt vor. Bei gleicher Bewertung entscheidet der Auswahlausschuss auf der Grundlage der höchsten Punktzahl für das in Artikel 14 Ziffer 2 genannte Kriterium und, falls noch relevant, auf der Grundlage des in Artikel 14 Ziffer 3 genannten Kriteriums über die Einstufung der Projekte.

**Art. 24.** Der vom Auswahlausschuss erstellte Vorschlag für die Einstufung der strategischen Internationalisierungsprojekte wird zusammen mit einer begründeten Stellungnahme zu der vorgenommenen Einstufung über die Agentur dem Minister vorgelegt. Der Minister ist jedoch nicht an diesen Vorschlag gebunden.

Der Minister nimmt den Vorschlag an, lehnt ihn ab oder ändert ihn.

Der Minister kann die in Absatz 2 genannte Befugnis übertragen.

**Art. 25.** Im Rahmen der zu diesem Zweck im Haushalt der Agentur gebundenen Mittel beschließt der Minister die Gewährung von Zuschüssen, in denen jeweils der Höchstbetrag, der den betreffenden Antragstellern gewährt wird, sowie die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses festgelegt werden.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Befugnis übertragen.

**Art. 26.** Die Agentur zeichnet verantwortlich für die Folgemaßnahmen zu den Beschlüssen des Ministers und teilt sie den Antragstellern mit.

*Abschnitt 3. — Auszahlung des Zuschusses und Ausschlussfristen*

**Art. 27.** Nach der Mitteilung des Gewährungsbeschlusses übermittelt der Antragsteller eine Forderungsanmeldung gemäß der auf der Website der Agentur verfügbaren Vorlage.

Die Agentur zahlt dem Antragsteller auf der Grundlage seiner Forderungsanmeldung einen Vorschuss in Höhe von fünfundsiebzig Prozent des Höchstbetrags des bewilligten Zuschusses.

**Art. 28.** Das bezuschusste strategische Internationalisierungsprojekt ist spätestens zwei Jahre nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss über die Gewährung des Zuschusses mitgeteilt hat, vollständig abgeschlossen.

**Art. 29.** Nach der vollständigen Durchführung des strategischen Internationalisierungsprojekts und spätestens drei Monate nach Ablauf der in Artikel 28 genannten Zweijahresfrist übermittelt der Antragsteller der Agentur auf elektronischem Weg:

1° einen Geschäftsbericht über die Durchführung und die positiven wirtschaftlichen Auswirkungen des strategischen Internationalisierungsprojekts auf sein Unternehmen und die wallonische Wirtschaft;

2° die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten;

3° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des Restbetrags des Zuschusses.

Der in Absatz 1 Ziffern 1 und 3 erwähnte Geschäftsbericht über die Durchführung und die Auswirkungen des strategischen Internationalisierungsprojekts und die Forderungsanmeldung werden gemäß den auf der Website der Agentur bereitgestellten Vorlagen erstellt.

Die Agentur zahlt dem Antragsteller den Restbetrag des Zuschusses nach Erhalt der in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Unterlagen auf der Grundlage seiner in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Forderungsanmeldung aus. Der Betrag des Restbetrags des Zuschusses wird auf der Grundlage der Abrechnung der angefallenen beihilfefähigen Kosten gemäß Absatz 1 Ziffer 2 berechnet, nach Abzug des Vorschusses, der dem Antragsteller bereits gemäß Artikel 27 Absatz 2 ausbezahlt wurde.

*Kapitel 6 — Kontrolle und Rückzahlung des Zuschusses*

**Art. 30.** Die Agentur kann zu jeder Zeit die Gewährungsbedingungen für den Zuschuss oder den Geschäftsbericht nach Artikel 29 Absatz 1 Ziffer 1 überprüfen, und den Antragsteller auffordern, ihr innerhalb eines Monats folgende Dokumente zu übermitteln:

1° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschusste Initiative;

2° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Antragstellers als Auftraggeber deutlich angegeben ist;

3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 2 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Mitteilung auf elektronischem Weg an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht, und ob alle in vorliegendem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses eingehalten worden sind.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm eine Mahnung auf elektronischem Weg zugeschickt. Dem Antragsteller kann eine zweite Mahnung zugeschickt werden.

**Art. 31.** Hat der Antragsteller den eventuellen beiden Mahnungen nach Artikel 30 keine Folge gegeben oder sind die Dokumente, die er der Agentur übermittelt hat, nicht beweiskräftig, so verpflichtet er sich vorbehaltlos, den betroffenen Zuschuss insgesamt oder teilweise zu erstatten.

Die Agentur richtet einen Einschreibebrief an den Antragsteller, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, erhebt die Agentur Klage.

**Art. 32.** In Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten und ihrer Ausführungserlasse erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss erhalten hat, diesen vollständig der Agentur zurück, wenn er:

1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses nicht erfüllt;

2° die in Artikel 30 genannten Unterlagen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt hat;

3° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Auszahlung des Zuschusses aufrechterhält;

4° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;

5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des erhaltenen Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Betrag übersteigt.

Die Agentur richtet einen Einschreibebrief an den Antragsteller, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, erhebt die Agentur Klage.

Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der in Absatz 1 angeführten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss der Agentur untersagt und er wird von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss nicht erstattet. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss beantragen darf.

Kapitel 7. — *Schlussbestimmung*

**Art. 33.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203569]

**23 MAART 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van steun voor een strategisch internationaliseringsproject**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investerings), artikel 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het rapport van 19 oktober 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2022;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 4 oktober 2022;

Gelet op het advies 72.945/2 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 1520 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 4 januari 2023;

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° onderneming: elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;

2° Minister: het lid van de Waalse Regering bevoegd voor Buitenlandse Handel;

3° Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings;

4° aanvrager : de onderneming die een toelageaanvraag gegrond op dit besluit ingediend heeft;

5° in aanmerking komende kosten : het geheel van de kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een toelage gegrond op dit besluit; deze kosten worden altijd exclusief BTW of andere belastingen of kortingen in aanmerking genomen;

6° project op internationaal vlak: de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

7° strategisch internationaliseringsproject: in het kader van de praktische uitvoering van het project op internationaal vlak, het buitengewoon project met sterke positieve economische spin-offs voor de onderneming en voor de Waalse economie, in termen van werkgelegenheid, innovatie, internationale zichtbaarheid of investering in Wallonië;

8° diagnose digitale rijpheid voor de internationalisering: de digitale tool voor de segmentatie van de klanten die het Agentschap in het kader van het Herstelplan van Wallonië heeft ontwikkeld en die de rijpheid van Waalse ondernemingen bepaalt in hun internationaliseringsaanpak;

9° slimme specialisatiestrategie van Wallonië: het strategisch kader voor het onderzoeks- en innovatiebeleid en het industrieel beleid van het Waalse Gewest, aangenomen door de Waalse Regering bij beslissing van 19 maart 2021, zoals later aangepast indien nodig;

10° oproepperiode: de door het Agentschap vastgestelde termijn waarbinnen de aanvrager een toelageaanvraag kan indienen op basis van dit besluit;

11° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

Met betrekking tot lid 1, 9°, is de volledige inhoud van de slimme specialisatiestrategie van Wallonië beschikbaar op de website van het Waalse Gewest.

**Art. 2.** De toelage waarop dit besluit betrekking heeft, is een specifieke steunmaatregel ter ondersteuning van het strategisch internationaliseringsproject van de aanvrager. Zij valt onder Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013.

Ze vormt een aanvulling op de andere steunregelingen van het Agentschap.

Hoofdstuk 2. — *Voorwaarden voor de aanvrager om voor steun in aanmerking te komen*

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen voor de toelage moet de aanvrager de volgende voorwaarden vervullen :

1° een onderneming zijn die met een actief statuut is ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° zijn hoofdzetel in het Waalse Gewest hebben;

3° met een "actief" statuut in de databank van de zakelijke ondernemingen van het Agentschap worden geregistreerd of daar een aanvraag tot registratie hebben ingediend;

4° aan de wetbepalingen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is, voldoen;

5° een concreet en gestructureerd project op internationaal vlak hebben dat indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie creëert, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie;

6° een strategisch internationaliseringsproject hebben dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 9;

7° een score van ten minste vijftig procent hebben behaald in de door het Agentschap uitgevoerde diagnose digitale rijpheid voor de internationalisering of voldoen aan de cumulatieve criteria voor vrijstelling van de genoemde rijpheidsdiagnose, in overeenstemming met de algemene toegangs- en samenwerkingsvoorwaarden voor Waalse ondernemingen die beschikbaar zijn op de website van het Agentschap;

8° beschikken over een eigen vermogen en schulden van meer dan 100.000 euro op meer dan één jaar.

In lid 1, 2°, is de bedrijfszetel elke vestiging of elk activiteitscentrum met een zekere stabiliteit. De hoofdzetel is de vestiging die binnen het geheel van de activiteiten van de aanvrager de meeste werknemers tewerkstelt.

In lid 1, 7°, voldoet de aanvrager aan de cumulatieve criteria voor vrijstelling indien hij op de dag van de indiening van zijn aanvraag bedoeld in artikel 18:

1° een internationale omzet heeft die ten minste dertig procent vertegenwoordigt van zijn totale omzet over de laatste drie jaar;

2° sinds ten minste vijf jaar een internationale omzet heeft;

3° binnen de onderneming een manager of een afdeling heeft die zich toelegt op de internationale activiteiten van de onderneming;

4° commerciële activiteiten ontwikkelt in ten minste drie vreemde landen;

5° ten minste tien voltijds equivalente werknemers heeft.

**Art. 4.** Voor de subsidie komen niet in aanmerking:

1° de ondernemingen die het Agentschap bedragen verschuldigd zijn;

2° de ondernemingen in vereffening, faillissement, stopzetting van activiteiten of collectieve insolventieprocedures, met inbegrip van gerechtelijke reorganisatieprocedures, ongeacht het stadium van de procedure voor het toekennen van subsidies in het kader van dit besluit;

3° de groeperingen van ondernemingen, federaties of gemengde kamers van koophandel waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

In het eerste lid, 1°, mag er geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en de in dit besluit bedoelde toelage.

**Art. 5.** De aanvrager mag geen toelagen bedoeld bij dit besluit verkrijgen als hij de voorwaarden bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 niet in acht neemt.

Het gevraagde toelagebedrag wordt verminderd met het beschikbare saldo onder het toegestane plafond of wordt hem geweigerd indien de toekenning ervan ertoe zou leiden dat de aanvrager de maximumbedragen van de toelagen bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 of de norm die daarvoor in de plaats is gekomen, overschrijdt.

**Art. 6.** De toelage wordt niet toegekend indien de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele verplaatsing van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager handhaaft zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest tijdens een duur van drie jaar te rekenen van de betaling van de toelage(n) bedoeld in dit besluit.

**Art. 7.** De aanvrager ontvangt de in dit besluit bedoelde toelage slechts één keer tijdens dezelfde periode van de oproep tot het indienen van projecten.

Hoofdstuk 3. — *In aanmerking komend project, bedrag en subsidiabele kosten*

**Art. 8.** Binnen de perken van de voor dit doel in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten en op basis van een oproep tot het indienen van projecten kan aan aanvragers die aan de voorwaarden van dit besluit voldoen een toelage worden toegekend om de kosten in verband met het opzetten en uitvoeren van hun strategische internationaliseringsproject gedeeltelijk te dekken.

**Art. 9.** Om in aanmerking te komen voor de in dit besluit bedoelde toelage moet het strategische internationaliseringsproject van de aanvrager :

1° concreet en gestructureerd zijn, een redelijke graad van haalbaarheid hebben en, indien het slaagt, sterke positieve economische spin-offs genereren voor de onderneming van de aanvrager en voor de Waalse economie;

2° betrekking hebben op één van de volgende elementen :

- a) het sluiten van een uitzonderlijk contract door de aanvrager;
- b) het sluiten van een nieuw commercieel of technologisch partnerschap met een buitenlandse onderneming;
- c) de lancering van een innovatief bedrijfsmodel voor de export;
- d) een diversificatie van de bevoorradingsbronnen als reactie op opeenvolgende crisissen;
- e) de versterking van het imago van de onderneming en van de zichtbaarheid van Wallonië in het buitenland;

3° met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels, overeenstemmen.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, a), wordt een contract als uitzonderlijk beschouwd als het voldoet aan de volgende twee cumulatieve voorwaarden:

1° het vormt een referentie voor de onderneming van de aanvrager of betreft een project van grote technische waarde;

2° het bevordert de werkgelegenheid in het Waalse Gewest.

Het Agentschap verwerpt een project dat niet voldoet aan de voorwaarden van lid 1.

**Art. 10.** De in dit besluit bedoelde toelage dekt tachtig procent van de in aanmerking komende kosten voor het opzetten en uitvoeren van het strategische internationaliseringsproject.

De in dit besluit bedoelde toelage bedraagt maximaal 80.000 euro per onderneming en per project.

**Art. 11.** De in aanmerking komende kosten zijn alle kosten voor :

1° consultancy;

2° verwerving van studies van buitenlandse markten, met inbegrip van marketingtests voor producten of diensten;

3° advies of opleidingen door externe dienstverleners over juridische, regelgevende of fiscale aangelegenheden;

4° initiële certificering en registratie van producten voor landen binnen of buiten de Europese Unie;

5° registratie van handelsmerken voor landen binnen of buiten de Europese Unie;

6° etikettering, markering en conform maken van producten voor markten buiten België;

7° kosten van uitzonderlijke studies die niet aan de klant worden gefactureerd en die betrekking hebben op de ontwikkeling of de uitvoering van het project, ongeacht of deze worden uitgevoerd door externe dienstverleners of, in afwijking van artikel 13, tweede lid, 2°, door werknemers van de aanvrager of door andere leden van zijn bedrijf;

8° opleidingen die door de Waalse onderneming worden aangeboden in het kader van het contract voor de verkoop van haar product of dienst met het oog op een optimaal gebruik ervan;

9° haalbaarheidsstudies voorafgaand aan de oprichting van een joint venture;

10° de voorbereiding van een proefproject of de ontwikkeling van een prototype;

11° bezoeken aan handelsbeurzen in het buitenland om kennis te maken met opdrachtgevers of partners;

12° uitgaven in het kader van prospectieactiviteiten, reizen naar het buitenland, uitnodigingen en het organiseren van bedrijfsbezoeken in het buitenland en in België.

**Art. 12.** Wanneer het strategische internationaliseringsproject de lancering van een nieuw product of de benadering van een nieuwe markt in het buitenland inhoudt, omvatten de in aanmerking komende kosten ook alle kosten voor:

1° het verwerven van klantenbestanden en buitenlandse lijsten met e-mailadressen;

2° de uitvoering en verzending van e-mails door een specialist op het gebied van internetmarketing;

3° de verwerving van e-mailkredieten;

4° callcenterdiensten; oproepen; in; het; buitenland;

5° de productie van een Webinar voor een buitenlands publiek door een specialist op het gebied van internetmarketing;

6° de analyse van gegevens verzameld tijdens de lancering van een nieuw product of benadering van een nieuwe markt om de lopende campagne bij te sturen;

7° internationale verwijzing op zoekmachines door een internetmarketingspecialist;

8° de aankoop van advertenties en internationale verwijzing op zoekmachines, sociale netwerken en onlineplatforms;

9° de diensten van online beïnvloeders of opinieleiders voor de promotie van de producten of diensten van de aanvrager;

10° het voeren van een perscampagne in het buitenland;

11° persberichten en artikels in de buitenlandse pers;

12° het verzenden van stalen, demonstratiemateriaal en referentiemateriaal.

In het eerste lid, 9° wordt verstaan onder:

1° online beïnvloeder: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn positie, status of reputatie op het internet het consumentengedrag kan beïnvloeden;

2° opiniemaker: een natuurlijke of rechtspersoon die door zijn reputatie of sociale of beroepsactiviteit de meningen of handelingen van een groot aantal personen kan beïnvloeden.

**Art. 13.** Het Agentschap wijst alle kosten af die geen verband houden met het ontwerp of de uitvoering van het strategische internationaliseringsproject van de aanvrager.

Bovendien zijn de volgende kosten niet subsidiabel, zelfs als ze verband houden met het ontwerp of de uitvoering van het strategische internationaliseringsproject:

- 1° de belasting over de toegevoegde waarde;
- 2° de betaling van de diensten die door de werknemers van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming worden geleverd;
- 3° de betaling van producten of diensten die de aanvrager aan zijn eigen klanten verkoopt;
- 4° kosten die in rekening worden gebracht door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;
- 5° normale en terugkerende werkingsuitgaven van de aanvrager;
- 6° uitgaven die in contanten worden betaald of door middel van een vergoeding die voortvloeit uit de levering van goederen of diensten;
- 7° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;
- 8° uitgaven met een weeldekarakter;
- 9° de kosten die rechtstreeks verband houden met de uitgevoerde hoeveelheden;
- 10° de kosten voor het opzetten en exploiteren van een distributienetwerk in het buitenland of andere lopende uitgaven in verband met de uitvoeractiviteit;
- 11° de kosten waarvoor de aanvrager van mening is toelagen te vragen, waarvoor hij toelagen of financieringen vraagt of heeft ontvangen bij het Agentschap of elk ander orgaan, instelling of openbare overheid;
- 12° de kosten die zijn gemaakt vóór de datum van indiening van de in dit besluit bedoelde toelageaanvraag.

*Hoofdstuk 4. — Criteria voor projectselectie, samenstelling en rol van het selectiecomité*

**Art. 14.** De selectiecriteria voor strategische internationaliseringsprojecten zijn :

1° de mate van haalbaarheid van het project en de technische en financiële capaciteit van de onderneming om het uit te voeren, in het bijzonder het bestaan van geloofwaardige commerciële mogelijkheden op de doelmarkt die in het project wordt beoogd;

2° het belang van de positieve economische spin-offs voor de onderneming en voor de Waalse economie in termen van tewerkstelling, innovatie, internationale zichtbaarheid en investeringen in het Waalse Gewest;

3° de mate waarin het project aansluit bij de vijf strategische innovatiedomeinen gedefinieerd in de slimme specialisatiestrategie van Wallonië;

4° het innoverend karakter van het project;

5° de kwaliteit van het project en de relevantie ervan voor de behoeften van de onderneming en de economische behoeften van het Waalse Gewest;

6° de bijdrage van het project tot duurzame ontwikkeling, in het bijzonder met betrekking tot milieu-, sociale en bestuurscriteria.

Elk criterium heeft hetzelfde gewicht bij het bepalen van de score van de geanalyseerde projecten.

Alleen projecten met een score van meer dan 50 worden geselecteerd.

**Art. 15.** De strategische internationaliseringsprojecten van de aanvragers worden door een selectiecomité getoetst aan de selectiecriteria.

De samenstelling van het selectiecomité wordt vóór de opening van elke oproepperiode vastgesteld.

Elk selectiecomité is samengesteld uit

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister;
- 2° één vertegenwoordiger van het Agentschap;
- 3° één of meerdere vertegenwoordigers van:
  - a) de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;
  - b) "Wallonie Entreprendre";
  - c) Waalse Concurrentiepolen;
  - d) de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociaal en Milieuraad van Wallonië);
  - e) elke andere Waalse organisatie die verantwoordelijk is voor de ondersteuning van de onderneming en die door de Minister van Economie is aangewezen.

Vóór de opening van elke oproepperiode worden de hoofden van de in paragraaf 2, 3°, vermelde instanties en entiteiten door het Agentschap per post of e-mail uitgenodigd om een vertegenwoordiger in het selectiecomité aan te wijzen. De deelname van deze instanties en entiteiten aan het selectiecomité is niet verplicht.

Het selectiecomité is geldig samengesteld als het ten minste vijf leden telt, waaronder de vertegenwoordiger van de Minister en de vertegenwoordiger van het Agentschap.

Aan het begin van elke oproepperiode publiceert het Agentschap de precieze samenstelling van het selectiecomité op zijn website.



**Art. 16.** Het selectiecomité brengt een met redenen omkleed advies uit over de evaluatie en rangschikking van de projecten die tijdens dezelfde oproepperiode zijn ingediend op basis van de in artikel 14 bedoelde selectiecriteria.

Hoofdstuk 5. — *Toekenningsprocedure*

*Afdeling 1 - Indiening van de aanvragen*

**Art. 17.** Het Agentschap bepaalt de openingsdatum en duur van de oproepperiode. Naar gelang van de kredieten die in zijn begroting zijn opgenomen voor de in dit besluit bedoelde toelagen, kan het Agentschap besluiten meerdere oproepperioden te openen.

**Art. 18.** De aanvrager dient zijn aanvraag om toelage in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 van 18 december 2013 en dit besluit naleeft.

Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in artikel 29 bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de toelage door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

**Art. 19.** Bij zijn toelageaanvraag voegt de aanvrager:

1° een beschrijving van zijn internationaal project;

2° een beschrijving van zijn strategisch internationaliseringsproject, vergezeld van een uitvoeringsplan en een kostenraming;

3° de laatste balansen en winst- en verliesrekeningen indien deze niet officieel gepubliceerd zijn;

4° elk document dat hij nuttig acht om zijn aanvraag te ondersteunen.

Met betrekking tot lid 1, 2°, bevat de beschrijving van het strategische internationaliseringsproject alle informatie die nodig is om de kwaliteit van het project te beoordelen in het licht van de selectiecriteria, vermeld in artikel 14.

**Art. 20.** De aanvraag wordt geacht geldig te zijn ingediend wanneer de aanvrager een ontvangstbevestiging ontvangt van zijn elektronische aanvraagformulier met vermelding van een dossiernummer en de datum en het tijdstip van ontvangst van het formulier door het Agentschap.

*Afdeling 2. — Onderzoek van de aanvragen, selectieprocedure en toekenningsbeslissing*

**Art. 21.** Het Agentschap ontvangt de toelageaanvragen.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de subsidiabiliteitsvoorwaarden niet naleeft.

In andere gevallen stuurt het Agentschap de aanvraag door naar het selectiecomité.

**Art. 22.** Het selectiecomité onderzoekt elke bij hem ingediende aanvraag in het licht van de in artikel 14 bedoelde selectiecriteria en kan de aanvrager via het Agentschap om aanvullende informatie verzoeken die het nuttig acht.

**Art. 23.** Na onderzoek van de ontvangen aanvragen en na beraadslaging door zijn leden rangschikt het selectiecomité de strategische internationaliseringsprojecten van de aanvragers op basis van de in artikel 14 vermelde selectiecriteria.

Het selectiecomité stelt op basis van consensus een score voor elk project voor. Bij gelijke stand beslist het selectiecomité tussen de projecten op basis van de hoogste score voor het criterium vermeld in artikel 14, 2° en, indien nog relevant, op basis van het criterium vermeld in artikel 14, 3°.

**Art. 24.** De door het selectiecomité voorgestelde rangschikking van strategische internationaliseringsprojecten wordt, samen met een met redenen omkleed advies over de rangschikking, via het Agentschap aan de Minister voorgelegd. De Minister is echter niet gebonden aan dit voorstel.

De Minister aanvaardt het voorstel, verworpt het of wijzigt het.

De Minister kan de in het tweede lid bedoelde bevoegdheid overdragen.

**Art. 25.** Binnen de perken van de voor dit doel in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten, stelt de Minister de beslissingen tot toekenning van de toelage vast, die elk het maximumbedrag vaststellen dat aan de betrokken aanvragers wordt toegekend, evenals de voorwaarden waaronder de toelage wordt toegekend.

De Minister kan de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid overdragen.

**Art. 26.** Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissingen van de Minister en stelt de aanvragers daarvan op de hoogte.

*Afdeling 3. — Storting van de toelage en vervaltermijnen*

**Art. 27.** Na kennisgeving van de toekenningsbeslissing dient de aanvrager een schuldvorderingsverklaring in volgens het model dat beschikbaar is op de website van het Agentschap.

Het Agentschap betaalt een voorschot ter hoogte van 75

van het maximale toelagebedrag dat op basis van de schuldvorderingsverklaring aan de aanvrager wordt toegekend.

**Art. 28.** Het gesubsidieerde strategische internationaliseringsproject moet uiterlijk twee jaar na de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing tot toekenning van de subsidie volledig zijn afgerond.

**Art. 29.** Zodra het strategische internationaliseringsproject volledig is uitgevoerd en uiterlijk drie maanden na afloop van de in artikel 28 bedoelde periode van twee jaar, stuurt de aanvrager het Agentschap langs elektronische weg het volgende toe:

1° een commercieel verslag over de uitvoering en de positieve economische weerslag van het strategisch internationaliseringsproject op zijn onderneming en op de Waalse economie;

2° het overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten;

3° een schuldvorderingsverklaring voor de betaling van het saldo van de toelage.

Het commerciële verslag over de uitvoering en de impact van het strategische internationaliseringsproject en de schuldvorderingsverklaring, vermeld in het eerste lid, 1° en 3°, worden opgesteld volgens de modellen die beschikbaar worden gesteld op de website van het Agentschap.

Het Agentschap betaalt de aanvrager het saldo van de toelage na ontvangst van de in het eerste lid, 1° en 2°, bedoelde documenten op basis van zijn schuldvorderingsverklaring, bedoeld in het eerste lid, 3°. Het bedrag van het saldo van de toelage wordt berekend op basis van het overzicht van de in het eerste lid, 2°, bedoelde gemaakte subsidiabele kosten na aftrek van het reeds aan de aanvrager betaalde voorschot in toepassing van artikel 27, tweede lid.

#### Hoofdstuk 6. — *Controle en terugbetaling van de toelage*

**Art. 30.** Het Agentschap kan te allen tijde de voorwaarden voor de toekenning van de toelage of van het in artikel 29, lid 1, 1°, bedoelde commercieel verslag controleren en de aanvrager verzoeken hem binnen een maand de volgende stukken te verstrekken:

1° de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;

2° de rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de aanvrager als opdrachtgever duidelijk wordt vermeld;

3° elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, zijn betalingen in contanten of als vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 2°, bedoelde rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een elektronische kennisgeving aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt en of alle in dit besluit bedoelde voorwaarden voor de toekenning van de toelage zijn nageleefd.

Als de aanvrager niet heeft gereageerd op de uitnodiging van het Agentschap, wordt per e-mail een herinnering gestuurd. Er kan een tweede herinnering naar de aanvrager worden gestuurd.

**Art. 31.** Indien de aanvrager geen gevolg aan beide rappelbrieven bedoeld in artikel 30 heeft gegeven of als de documenten die hij aan het Agentschap heeft overgemaakt, niet bewijskrachtig zijn, verbindt hij zich ertoe de betrokken toelage geheel of gedeeltelijk terug te betalen.

Het Agentschap stuurt de aanvrager een aangetekende brief met de voorwaarden voor terugbetaling. Bij gebrek aan terugbetaling zal het Agentschap een vordering in rechte instellen.

**Art. 32.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid en de uitvoeringsbesluiten ervan betaalt de aanvrager die een toelage krachtens dit besluit heeft ontvangen, ze volledig aan het Agentschap terug indien hij:

1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de toelage niet voldoet;

2° de in artikel 30 bedoelde documenten niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend;

3° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage;

4° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de toelage dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

Het Agentschap stuurt de aanvrager een aangetekende brief met de voorwaarden voor terugbetaling. Bij gebrek aan terugbetaling zal het Agentschap een vordering in rechte instellen.

De aanvragers die zich in ten minste een van de in het eerste lid bedoelde situaties bevindt, komt niet meer in aanmerking voor een nieuwe toelage van het Agentschap en wordt uitgesloten van elke collectieve actie van het Agentschap totdat hij de betrokken toelage heeft terugbetaald. Bovendien kan het Agentschap besluiten dat de aanvrager gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of het betrokken voorschot geen toelagen van het Agentschap mag aanvragen.

#### Hoofdstuk 7. — *Slotbepaling*

**Art. 33.** De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E.DI RUPU

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS